

La centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly génère 3 900 emplois directs, indirects et induits en France

Insee Analyses Centre-Val de Loire • n° 136 • Janvier 2026



Construit à partir de 1974, le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Dampierre-en-Burly, situé dans le Loiret, exploite actuellement quatre réacteurs nucléaires de 900 MW mis en service entre 1980 et 1981. En 2024, il produit près de 6 % de la production d'électricité nucléaire française.

Dans le Loiret, le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné regroupe 1 % des emplois salariés en 2022 et 7 % des emplois industriels. Réciproquement, la moitié des emplois du secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné est occupée par des salariés d'EDF sur le site du CNPE de Dampierre-en-Burly. Outre les salariés affectés au centre nucléaire, d'autres sont, par exemple, affectés à la direction industrielle ou aux activités d'ingénierie du Centre National d'Équipement de Production d'Électricité (CNEPE) [Insee, janvier 2026].

Plus de 1 450 salariés travaillent sur le site du centre nucléaire

Fin 2022, EDF emploie directement

1 450 personnes sur le site du CNPE

► **figure 1.** Le nombre de salariés augmente régulièrement et atteint 1 550 en 2024 (Pour comprendre). Ces salariés sont relativement jeunes : un sur deux a moins de 37 ans alors que l'âge médian des actifs en emploi est de 42 ans dans le Loiret. Ils occupent aussi plus fréquemment des postes qualifiés puisque 29 % des salariés d'EDF présents sur le site sont des cadres et 64 % exercent des professions intermédiaires,

Le Centre Nucléaire de Production d'Électricité de Dampierre-en-Burly, deuxième employeur industriel du Loiret, emploie plus de 1 450 salariés. Les commandes passées par cet établissement et nécessaires à son activité génèrent 1 300 emplois supplémentaires chez ses fournisseurs en France métropolitaine. À cela s'ajoutent les emplois induits par les consommations de l'ensemble de ces salariés et de leurs familles qui portent le nombre d'emplois liés au centre nucléaire à près de 3 900. Ces emplois sont en majorité situés au sein d'un territoire de proximité composé de 41 communes. Les commandes du centre nucléaire portent principalement sur les activités d'ingénierie, de réparation et installation de machines et d'équipements et sur les travaux de construction spécialisés.

contre respectivement 17 % et 27 % de l'ensemble des actifs en emploi dans le département.

Les salariés d'EDF vivent également plus souvent en famille. Parmi eux, 68 % vivent en couple et 58 % ont au moins un enfant à charge (67 % et 50 % pour l'ensemble des actifs en emploi du Loiret). Au total, 4 000 personnes vivent dans une famille dont une partie des revenus provient directement de l'activité de la centrale, dont la quasi-totalité réside en Centre-Val de Loire.

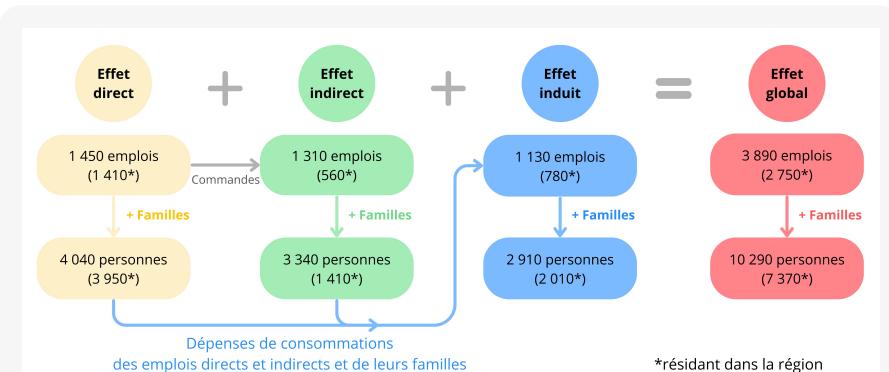
L'activité du CNPE génère 2 440 emplois supplémentaires

En 2022, les commandes du CNPE auprès de ses fournisseurs situés en France génèrent

1 310 emplois répartis dans près de 1 100 établissements. Parmi les personnes occupant un de ces emplois indirects, 560 résident en Centre-Val de Loire. En incluant les familles des salariés des fournisseurs, 3 340 personnes sont liées aux commandes de la centrale. Parmi elles, 1 410 vivent dans la région. Par ailleurs, le montant des commandes passées par le CNPE de Dampierre-en-Burly auprès de ses fournisseurs localisés en France a progressé de 6 % entre 2022 et 2024.

Les consommations des salariés du CNPE, de ses fournisseurs et de celles de leurs familles, génèrent 1 130 emplois induits, dont 780 sont occupés par des résidents de la région. Les principaux secteurs d'activité de ces

► 1. Nombre d'emplois en France métropolitaine liés à la présence du CNPE de Dampierre-en-Burly en 2022



Note : Données arrondies à la dizaine.

Lecture : Le CNPE de Dampierre-en-Burly génère 1 450 emplois directs, dont 1 410 sont occupés par des personnes résidant en Centre-Val de Loire. En incluant les familles des salariés d'EDF, l'activité du CNPE de Dampierre-en-Burly concerne directement 4 040 personnes dont 3 950 vivent dans la région.

Champ : Emploi et population au lieu de résidence.

Sources : Insee, Flores-FARE-FEE 2022 ; EDF, salariés et commandes 2022.

En partenariat avec :



emplois sont l'administration publique (17 % des emplois), les activités pour la santé humaine (15 %) et le commerce de détail (13 %). Ces emplois induits fournissent des revenus à 2 910 personnes en prenant en compte les familles des titulaires de ces postes.

En plus de ses propres salariés, le CNPE génère ainsi 2 440 emplois supplémentaires, indirects et induits. Au total, 3 890 emplois directs, indirects et induits sont donc liés à l'activité du CNPE à la fin de l'année 2022. Ainsi, 10 290 personnes vivent dans une famille dont une partie des revenus est liée à l'activité de la centrale en France métropolitaine, parmi lesquelles 7 370 résident en Centre-Val de Loire.

Le CNPE s'inscrit sur un territoire englobant une grande partie du sud-est du Loiret

Ces personnes habitent souvent à proximité du CNPE. L'activité de la centrale s'inscrit ainsi sur un **territoire** composé de 41 communes situées dans le Loiret à l'exception de Neuvy-sur-Loire (Nièvre), sur l'axe ligérien entre Neuvy-sur-Loire et Châteauneuf-sur-Loire ►figure 2. Dans son ensemble, ce territoire d'inscription compte près de 77 000 personnes dont 5 500 sont **concernées** par l'activité

du CNPE. Située au sud-est du CNPE, la commune de Gien en est la plus peuplée avec 13 400 habitants en 2022, devant Châteauneuf-sur-Loire (8 500 habitants) à l'extrême ouest du territoire d'inscription.

Au sein du territoire d'inscription, Dampierre-en-Burly est la commune d'implantation du CNPE. Elle est également la deuxième destination des flux de navetteurs domicile-travail derrière Gien : plus de 1 600 personnes viennent travailler dans cette commune de 1 450 habitants, sur le site du CNPE ou ailleurs. Réciproquement, l'emploi des habitants de Dampierre-en-Burly est fortement lié au CNPE. Cette commune fait en effet partie des six dont plus de 10 % de la population résidente en emploi est concernée par l'activité du CNPE. Parmi elles, les volumes d'emplois liés au CNPE les plus importants ne se trouvent toutefois pas à Dampierre-en-Burly (140 emplois), mais à Gien (440) et Ouzouer-sur-Loire (260).

Pour les communes situées autour du territoire, les navettes domicile-travail se font plus souvent depuis ces communes vers le territoire d'inscription que l'inverse. A contrario, les navettes domicile-travail se font majoritairement depuis le territoire d'inscription vers la métropole d'Orléans : le solde est négatif de 870 avec Orléans, de

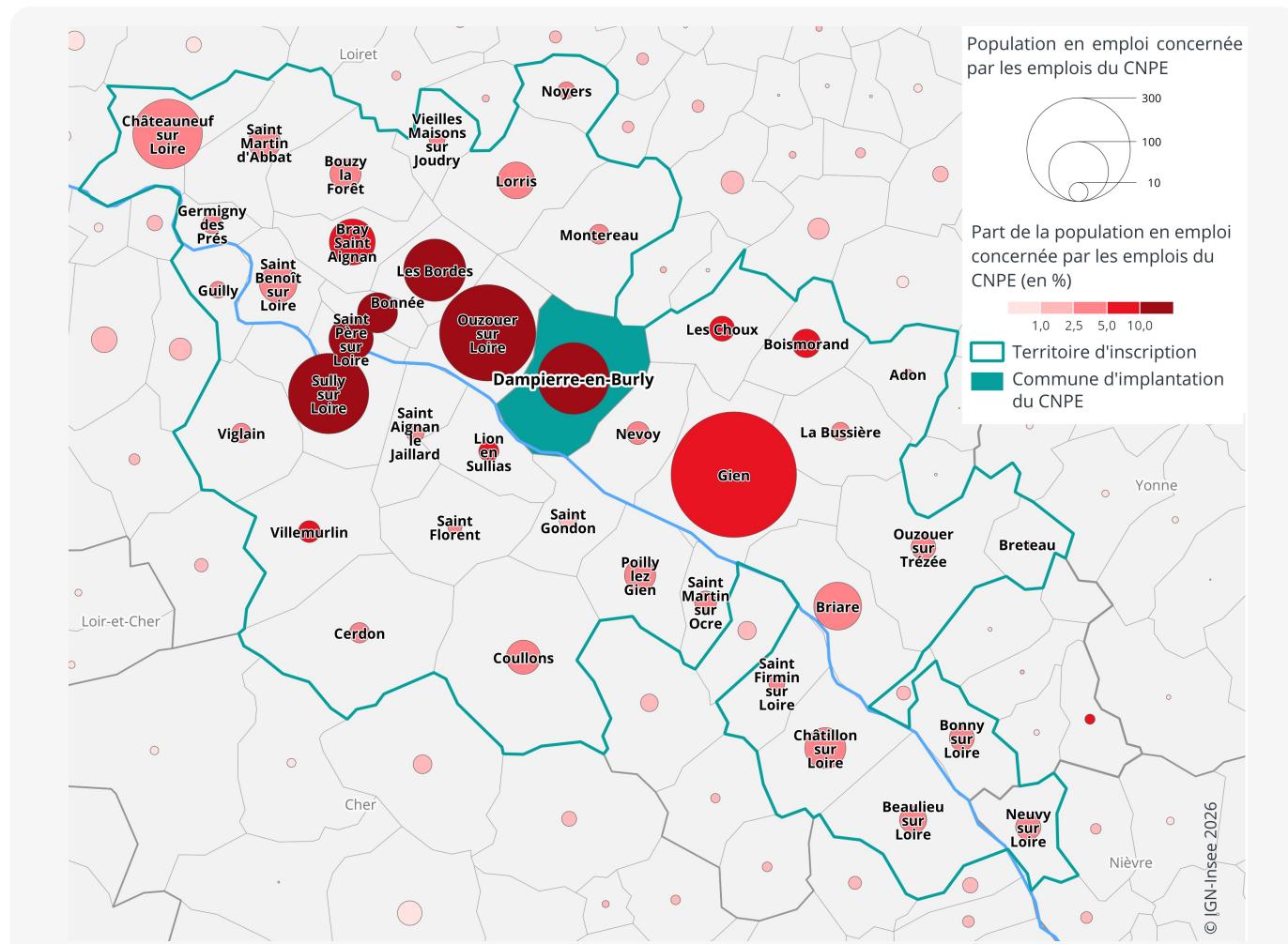
290 avec Saint-Jean-de-Braye et de 280 avec Saran. À l'inverse, 90 résidents de la métropole d'Orléans occupent un emploi en lien avec le CNPE. Par ailleurs, 460 actifs résident sur le territoire d'inscription de la centrale de Dampierre-en-Burly et travaillent à Belleville-sur-Loire, où se trouve également un CNPE [Insee, janvier 2026].

Le CNPE est le deuxième employeur industriel du département

Sur le territoire d'inscription, 2 000 résidents en emploi sont concernés par l'activité du CNPE, soit 6,6 % des actifs occupés. Le CNPE de Dampierre-en-Burly constitue le deuxième employeur industriel du département et le premier du territoire. Outre la production d'électricité, le territoire se caractérise par une surreprésentation par rapport à la région des activités du travail du bois, des industries du papier et imprimerie et des industries extractives.

Les commandes du CNPE auprès de ses fournisseurs font travailler 450 salariés sur le territoire d'inscription, dont 260 y résident. Pour 5 % des fournisseurs, le montant des commandes du CNPE dépasse 10 % de leur chiffre d'affaires : une quarantaine d'établissements sont dans ce cas, dont plus d'une vingtaine située en Centre-Val de Loire.

► 2. Part de la population en emploi concernée dans le territoire d'inscription du CNPE de Dampierre-en-Burly



Ils concentrent à eux seuls 94 % des emplois indirects de la région.

Ces emplois indirects se concentrent dans trois principaux secteurs d'activité. Les activités d'ingénierie occupent plus d'un emploi indirect sur trois. Les entreprises du secteur de la réparation et installation de machines et d'équipements représentent près d'un emploi indirect sur quatre. Enfin, un emploi indirect sur huit relève des travaux de construction spécialisés (mécanique, électricité, installation).

Pour ces principaux secteurs d'activité, l'emploi comporte une forte composante locale. Ainsi, les fournisseurs des secteurs de la réparation, de l'installation de machines et d'équipements, et de celui des travaux de construction spécialisés, emploient plus de quatre personnes sur neuf dans le territoire d'inscription. Plus d'un tiers des emplois indirects relevant de l'ingénierie est également localisé sur le territoire, soit environ 170 emplois.

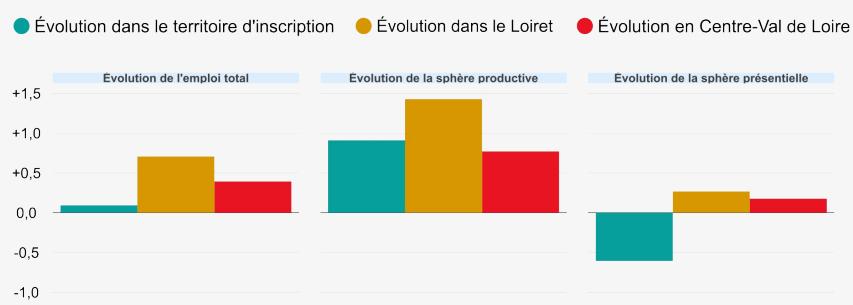
Un territoire d'inscription davantage tourné vers les activités productives que la région

Malgré la présence du centre nucléaire et d'une partie de ses fournisseurs relevant majoritairement de la **sphère productive**, l'économie du territoire d'inscription est davantage tournée vers les **activités présentes**, mais dans une moindre mesure que dans l'ensemble de la région. Les activités présentes y regroupent 53 % des emplois contre 63 % en Centre-Val de Loire. Entre 2016 et 2022, dans le territoire d'inscription, la sphère présentielle est en recul de 0,6 % en moyenne par an ►figure 3 tandis que la sphère productive augmente en moyenne chaque année de 0,9 %. L'emploi dans la sphère productive a progressé moins vite que dans le département, mais plus vite que dans la région. Le taux de chômage au sens du recensement de la population du territoire est inférieur de 0,3 point à celui de la région et le taux d'activité de la population de 15 à 64 ans de 0,4 point.

Après avoir longtemps augmenté, la population du territoire d'inscription de la centrale diminue à partir des années 2010 alors qu'elle continue de croître rapidement dans le département ►figure 4. Entre 2016 et 2022, cette diminution est due à la fois au solde naturel, les décès y étant plus nombreux que les naissances, et dans une moindre mesure au déficit des arrivées par rapport aux sorties du territoire. Contrairement aux salariés du CNPE, la population du territoire est plus âgée que celle de l'ensemble du département, avec un âge médian de 46 ans contre 42 ans. Le territoire partage les caractéristiques des espaces ruraux de la région. La population y vit en effet principalement dans des **communes rurales** ou dans des petites villes, éloignées des centres urbains. ●

Olivier Diel, Thibault Tillard (Insee)

► 3. Évolution annuelle moyenne de l'emploi dans les sphères présentes et productives entre 2016 et 2022

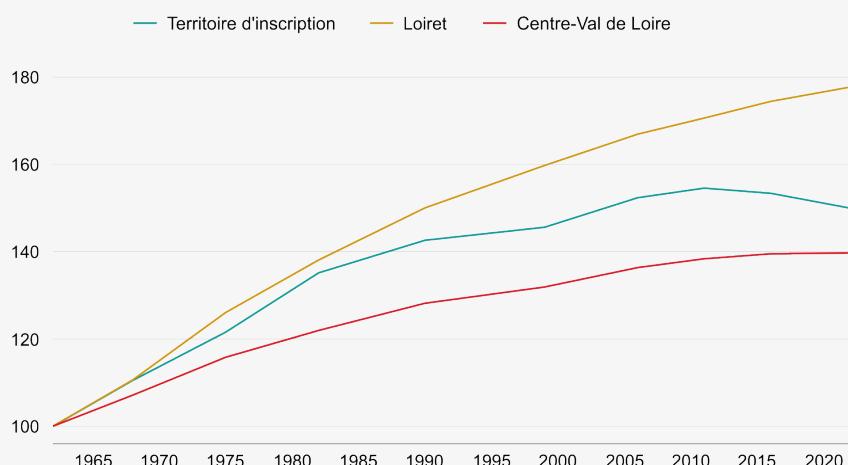


Lecture : Entre 2016 et 2022, l'emploi total dans le territoire d'inscription du CNPE de Dampierre-en-Burly est resté quasiment stable.

Champ : Emploi au lieu de travail.

Source : Insee, Recensements de la population 2016 et 2022, exploitation complémentaire au lieu de travail.

► 4. Évolution de la population dans le territoire d'inscription du CNPE de Dampierre-en-Burly



Lecture : Entre 1962 et 2022, la population du territoire d'inscription du CNPE de Dampierre-en-Burly a augmenté de 50 %, contre 78 % dans le Loiret et 40 % en Centre-Val de Loire.

Source : Insee, Recensements de la population (base de données communales BDCOM 2024).

► Encadré - Un programme d'investissement sans précédent pour renforcer la sécurité des réacteurs et assurer la pérennité du site sur le territoire pendant encore de nombreuses années

Pour poursuivre l'exploitation en toute sûreté et toute sécurité de ses réacteurs au-delà de 40 ans, et au moins jusqu'à 60 ans, le site de Dampierre-en-Burly s'est engagé dans un programme industriel de rénovation et de modernisation majeur, appelé Grand Carénage. Ce programme d'investissement consiste à remplacer certains matériels et à réaliser de nombreuses améliorations pour atteindre les standards de sûreté internationaux les plus exigeants, et viser un niveau de sûreté équivalent des réacteurs de 3^e génération (type EPR : European Pressurized Reactor).

Véritable point d'orgue de ce Grand Carénage, le site de Dampierre-en-Burly a réalisé entre 2021 et 2024 les visites décennales de ses 4 unités de production. Les modifications réalisées permettront également de rendre les réacteurs plus résilients aux impacts potentiels du réchauffement climatique, et d'alimenter en toute circonstance les installations de la centrale en eau et en électricité.

La centrale de Dampierre-en-Burly fournit chaque année une électricité bas-carbone, en toute sûreté et sécurité, correspondant en moyenne à l'équivalent de la consommation électrique de 4,2 millions de personnes.

EDF Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Dampierre-en-Burly

► Pour comprendre

Bien qu'EDF dispose des données de ses salariés et fournisseurs jusqu'en 2024, le millésime retenu pour cette étude est celui de 2022 par souci de comparabilité avec les bases de l'Insee permettant de mesurer les emplois indirects et induits.

► Sources

Recensement de la population 2022 ; Flores 2022 ; FARE 2022 ; FEE 2022 ; données EDF sur les salariés et les commandes du CNPE.

► Définitions

Territoire d'inscription du CNPE : une zone d'influence économique a été établie en regroupant sans discontinuité des communes selon un seuil d'influence économique du CNPE. Cette zone comprend les communes dont au moins 2,5 % de la population active en emploi ou 25 emplois sont concernés par l'activité du CNPE. La commune de Saint-Gondon appartient au territoire pour maintenir la continuité géographique malgré une population en emploi en dessous des seuils. Les communes de Cosne-Cours-sur-Loire, Faverelles et d'Orléans n'apparaissent pas dans le territoire pour non respect de la continuité géographique bien que l'un des deux seuils soit dépassé.

Activités présentes : activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou de passage. C'est le cas entre autres de l'ensemble des activités prises en compte pour le calcul de l'emploi induit.

Activités productives : activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère. C'est le cas entre autres de l'activité du CNPE lui-même.

Emploi direct : nombre d'emplois du CNPE. Les effectifs avec leurs caractéristiques ont été communiqués par EDF. Les alternants ont été pris en compte comme des emplois à mi-temps.

Emploi indirect : les emplois concernés sont obtenus au prorata des montants des commandes du CNPE, dont la liste est transmise par EDF, dans le chiffre d'affaires des établissements prestataires.

Emploi induit : nombre d'emplois générés par la consommation courante (alimentation, habillement, logement, services, etc.) des familles des emplois directs et indirects.

Les labels des activités : mentionnées dans cette publication correspondent à la nature des activités telles que décrites par EDF qui diffère parfois de la nomenclature d'activité française (NAF) de l'Insee, ainsi :

- **Activités d'ingénierie** – Activités d'architecture et d'ingénierie ; Activités de contrôle et analyse techniques (code 71 de la NAF).
- **Autres activités spécialisées de soutien et de logistique** – Dépollution et autres services de gestion des déchets (code 39 dans la NAF).

Population concernée : pour les salariés directs, la population de leurs ménages est calculée selon les données d'EDF. La taille des ménages des autres salariés est estimée à partir du Recensement de la population.

Profession intermédiaire : correspond à la catégorie « maîtrise » pour les salariés d'EDF et aux professions intermédiaires de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dans les données du Recensement de la population.

Commune rurale : une commune rurale est une commune peu dense au sens de la grille communale de densité. Les communes denses ou de densité intermédiaire sont dites urbaines.

Aire d'attraction des villes : définit l'étendue de l'influence d'une ville sur les communes environnantes. Une aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs occupés travaillent dans le pôle.

Taux de chômage (recensement de la population) : le taux de chômage au sens du recensement de la population est la proportion du nombre de chômeurs au sens du recensement dans la population active au sens du recensement.

Navetteurs : personnes qui se déplacent entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail. Sont ici considérées comme navetteurs, les personnes dont la commune de résidence est différente de leur commune de travail.

► Pour en savoir plus

- **Diel O., Tillard T.**, "La centrale nucléaire de Chinon génère 4 300 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 133, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "Le centre d'ingénierie d'EDF de Tours génère 5 700 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 134, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "La centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux génère 2 400 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 135, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "La centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire génère 2 000 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 137, janvier 2026.
- **Diel O., Tillard T.**, "L'activité nucléaire d'EDF en Centre-Val de Loire génère 18 700 emplois directs, indirects et induits en France", *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 138, janvier 2026.
- **Le Goff F., Bruyas J.**, "La centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly emploie 1 500 salariés et fait vivre 9 100 personnes", *Insee Analyses Centre-Val de Loire* n° 65, novembre 2020.

